



Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. limitée
20 octobre 2010
Français
Original: anglais

Cinquième session

Vienne, 18-22 octobre 2010

Projet de rapport

Rapporteuse: Elizabeth Verville (États-Unis d'Amérique)

Additif

IV. Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant

C. Consultation d'experts sur le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer

1. À sa 6^e séance, le 20 octobre 2010, la Conférence a examiné le point 2 c) de l'ordre du jour, intitulé "Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant: consultation d'experts sur le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer". Pour l'examen de ce point, elle était saisie des documents suivants:

a) Rapport du Secrétariat sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour promouvoir et appuyer l'application du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (CTOC/COP/2010/7);

b) État des ratifications de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant, et notifications, déclarations et réserves y relatives au 29 septembre 2010 (CTOC/COP/2010/CRP.4, en anglais seulement).

2. Un représentant du Secrétariat a fait une déclaration liminaire.

3. Des déclarations ont été faites par les représentants du Chili (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes), de l'Algérie, de l'Équateur, du Kazakhstan,



du Chili, de l'Indonésie, de l'Argentine, des États-Unis d'Amérique, de l'Australie et de la Jamahiriya arabe libyenne.

4. L'observateur de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a également fait une déclaration.

Délibérations

5. Un certain nombre d'orateurs se sont félicités de la tenue d'une consultation d'experts sur le Protocole relatif au trafic de migrants.

6. Plusieurs orateurs ont noté que leurs gouvernements avaient réalisé des progrès en prenant des mesures pour appliquer le Protocole relatif aux migrants, portant notamment sur l'adoption d'une législation, la mise en œuvre de stratégies et de plans nationaux et le renforcement de la coopération avec les organisations régionales et internationales. Un certain nombre d'orateurs ont souligné la nécessité d'appliquer pleinement le Protocole et d'améliorer la coopération internationale, en particulier entre les pays d'origine, de transit et de destination.

7. Certains orateurs ont souligné la nécessité d'examiner les liens entre le trafic de migrants et la traite des personnes, et le chevauchement de ces formes de criminalité avec les autres formes de criminalité transnationale organisée. Un certain nombre d'orateurs ont fait ressortir qu'il était important de cibler les groupes criminels organisés impliqués, entre autres activités, dans le trafic de migrants. Certains orateurs ont appelé l'attention sur l'utilisation de documents d'identité et de voyage frauduleux pour le trafic de migrants. Il a été dit que la corruption était à la fois un élément moteur et un produit du trafic de migrants.

8. Plusieurs orateurs ont insisté sur la nécessité de recueillir et d'échanger régulièrement des informations sur les tendances, les itinéraires, les modes opératoires et autres aspects du trafic de migrants.

9. Plusieurs orateurs ont souligné la nécessité de trouver un équilibre entre les aspects du trafic de migrants qui relèvent de la justice pénale et une approche fondée sur les droits de l'homme tenant compte des causes profondes, comme la pauvreté et le chômage, tout en protégeant de façon adéquate les migrants objet d'un trafic de la violence et de la xénophobie quel que soit leur statut au regard de l'immigration. Il a été noté qu'il fallait assurer la protection des migrants objet d'un trafic et témoins d'actes criminels pour que les poursuites à l'encontre des trafiquants puissent être menées à bien.

10. Il a été noté que les contrôles aux frontières étaient à eux seuls insuffisants pour prévenir le trafic illicite de migrants et qu'une approche équilibrée tenant également compte des facteurs qui incitaient les migrants à quitter leurs pays était nécessaire.

11. Les orateurs ont préconisé l'incrimination du trafic de migrants dans la législation nationale et indiqué que les lois devaient être appliquées et que les sanctions devaient refléter la gravité de l'infraction. Plusieurs orateurs se sont félicités de la publication de la *Loi type contre le trafic de migrants*, conçue pour aider les États à renforcer leur législation.

12. Plusieurs orateurs ont souligné la nécessité de mettre au point une approche concertée en matière de poursuite, de prévention, de protection et de coopération. Dans ce contexte, il a été noté que les outils d'assistance technique, de formation et d'élaboration de politiques fournis par l'UNODC étaient utiles dans la mesure où ils donnaient des indications pratiques et opérationnelles pour la mise en œuvre du Protocole relatif aux migrants.

13. Certains orateurs ont par ailleurs encouragé la Conférence des Parties à créer un groupe de travail intergouvernemental sur le trafic de migrants, qui permettrait d'échanger des informations sur l'expérience et les problèmes rencontrés pour lutter contre ce phénomène en vue d'améliorer l'application du Protocole.
